



International  
Civil Aviation  
Organization

Organisation  
de l'aviation civile  
internationale

Organización  
de Aviación Civil  
Internacional

Международная  
организация  
гражданской  
авиации

منظمة الطيران  
المدني الدولي

国际民用  
航空组织

Tél. : +1 514-954-8219, poste 6088

Réf. : AN 5/28-16/78

le 2 août 2016

**Objet :** Soutien des États au programme d'Accord de collaboration pour la prévention et la gestion des événements de santé publique dans le secteur de l'aviation civile (CAPSCA)

**Suite à donner :** a) désignation par les États et les organisations internationales de coordonnateurs médicaux pour le CAPSCA ; b) réponse au sondage du CAPSCA

Madame, Monsieur,

1. La deuxième Conférence de haut niveau sur la sécurité (HLSC 2015) s'est tenue au siège de l'OACI du 2 au 5 février 2015. Pendant la conférence, des questions de santé publique ont été traitées comme un problème de sécurité émergent. La conférence a approuvé cinquante-sept recommandations auxquelles tous les intéressés doivent donner suite et qui figurent dans la *Déclaration de Montréal sur la planification pour améliorer la sécurité de l'aviation* publiée dans le *Rapport de la deuxième Conférence de haut niveau de 2015 sur la sécurité* (Doc 10046).

2. Dans le domaine de la santé publique, la HLSC 2015 a adopté les recommandations suivantes : a) que l'OACI appuie le programme CAPSCA afin d'aider les États à se préparer à tout nouvel événement de santé publique et à intervenir promptement ; b) que les États s'engagent à soutenir le programme CAPSCA et y contribuent financièrement et/ou en nature ; c) que, dans la mesure du possible, les États fassent appel aux spécialistes des services médicaux de leur autorité de réglementation, en plus d'autres experts en santé publique, pour améliorer la gestion et les mesures d'intervention en cas d'événement de santé publique dans le secteur de l'aviation.

3. L'OACI a été chargée de rendre compte des progrès sur ces questions à la 39<sup>e</sup> session de l'Assemblée. L'OACI, pour maintenir durablement le programme CAPSCA, a décidé de préconiser une relation de travail plus étroite avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'instituer un groupe de formation du CAPSCA ayant pour objectifs de renforcer les capacités et de partager les ressources. Une autre nouvelle initiative lancée par l'OACI en vue d'aider les États à faire face à l'épidémie récente du virus Zika consiste en la mise en place d'un registre de lutte antivectorielle sur le site web public de l'OACI (<http://www.icao.int/crr/Pages/Airport-Vector-Control-Register.aspx>).

16-2323

4. Afin de soutenir davantage les États, le Secrétariat de l'OACI effectue une analyse des écarts et sollicite auprès des États des informations sur les domaines dans lesquels un soutien est nécessaire. Afin de faciliter ce processus, un questionnaire sur le CAPSCA, disponible sur le portail sécurisé (<https://portal.icao.int/surveys>), a été élaboré. Les États sont priés de répondre à ce sondage d'ici le 30 septembre 2016. Il est également possible de répondre au questionnaire ci-joint et de nous le faire parvenir par courriel à l'adresse [med@icao.int](mailto:med@icao.int). Ces informations seront utilisées pour l'élaboration des plans stratégique et opérationnel du CAPSCA pour 2017 à 2019.

5. Sur la base de la recommandation formulée par la HLSC 2015 et en vue de faciliter le dialogue, les États et les organisations internationales sont invités à désigner un coordonnateur chargé des questions liées au CAPSCA dans leur État ou organisation. Les désignations devront être envoyées à l'adresse [med@icao.int](mailto:med@icao.int) d'ici le 30 septembre 2016.

6. Le financement du programme CAPSCA est essentiel pour assurer sa pérennité. Jusqu'à présent, les fonds destinés aux activités du CAPSCA proviennent de subventions et de contributions volontaires des Nations Unies ainsi que de contributions en nature d'États et d'organisations. Cependant, la principale subvention qui nourrit le programme CAPSCA arrive à échéance à la fin de 2016. L'OACI lance un appel aux États et aux organisations pour qu'ils soutiennent le programme CAPSCA et qu'ils y contribuent financièrement par l'intermédiaire du Fonds pour la sécurité de l'aviation (SAFE) destiné au CAPSCA. Des informations supplémentaires sur le Fonds SAFE sont disponibles sur le site web de l'OACI (<http://www.icao.int/safety/scan/Pages/Safety-Fund-SAFE.aspx>).

7. Outre l'assistance financière, les États et les organisations sont aussi encouragés à fournir un soutien par des contributions en nature, par la mise à disposition de ressources et de personnel en vue d'aider à la réalisation des objectifs du CAPSCA.

8. Des informations supplémentaires sur le CAPSCA sont disponibles sur le site web du programme ([www.capsca.org](http://www.capsca.org)) ou peuvent être obtenues en envoyant un courriel à [med@icao.int](mailto:med@icao.int).

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.



Fang Liu  
Secrétaire générale

**Pièce jointe :**

Questionnaire on CAPSCA

**QUESTIONNAIRE SUR L'ACCORD DE COLLABORATION POUR LA PRÉVENTION  
ET LA GESTION DES ÉVÉNEMENTS DE SANTÉ PUBLIQUE DANS LE SECTEUR  
DE L'AVIATION CIVILE (CAPSCA)**

État/organisation internationale : \_\_\_\_\_

Veillez nous faire parvenir vos réponses aux questions suivantes d'ici le 30 septembre 2016 pour aider le Secrétariat de l'OACI à étudier les plans stratégique et opérationnel du CAPSCA afin de prêter assistance aux États dans l'établissement de plans de préparation et d'intervention en cas d'urgence de santé publique.

Il est préférable de répondre à ce sondage en ligne à l'adresse <https://portal.icao.int/surveys>, mais vous pouvez au besoin utiliser la présente version papier.

**Question 1**

Votre État ou organisation sont-ils membres du CAPSCA ? OUI  ou NON

**Question 2**

Dans la négative, quelles sont, selon vous, les deux principales raisons empêchant votre État ou organisation de devenir membre du CAPSCA ?

**Question 3**

Votre État ou organisation participent-ils à l'une des activités suivantes du CAPSCA?

- |     |   |  |
|-----|---|--|
| 3.1 | Visites d'assistance du CAPSCA dans les États                                 | OUI <input type="checkbox"/> ou NON <input type="checkbox"/> |
| 3.2 | Participation aux conférences/réunions régionales du CAPSCA                   | OUI <input type="checkbox"/> ou NON <input type="checkbox"/> |
| 3.3 | Participation aux conférences/réunions mondiales du CAPSCA                    | OUI <input type="checkbox"/> ou NON <input type="checkbox"/> |
| 3.4 | Formation de conseillers techniques du CAPSCA destinée au personnel           | OUI <input type="checkbox"/> ou NON <input type="checkbox"/> |
| 3.5 | Contribution financière au Fonds pour la sécurité de l'aviation (CAPSCA)      | OUI <input type="checkbox"/> ou NON <input type="checkbox"/> |
| 3.6 | Contribution sous forme d'autres services ou ressources (en nature) au CAPSCA | OUI <input type="checkbox"/> ou NON <input type="checkbox"/> |

**Question 4**

Dans la négative, veuillez indiquer les principales raisons pour lesquelles vous ne participez pas et ne faites pas de suggestions concernant les façons dont l'OACI pourrait aider votre État ou organisation à participer à ces activités.

**Question 5**

Quelle section ou quel département de votre autorité ou organisme de réglementation de l'aviation civile est chargé de mettre en œuvre le Règlement sanitaire international (IHR) et les normes et pratiques recommandées (SARP) de santé publique liées à l'aviation ?

**Question 6**

Auxquels des experts médicaux suivants votre État fait-t-il appel pour améliorer la gestion et les mesures d'intervention en cas d'événement de santé publique dans le secteur de l'aviation ?

- 6.1 Experts relevant de l'autorité de réglementation de l'aviation
- 6.2 Experts relevant du Ministère de la santé de l'État
- 6.3 Autres experts en santé publique

**Question 7**

Qui sont vos partenaires clés dans l'établissement de plans de préparation pour la gestion d'urgences de santé publique ? Veuillez fournir des informations détaillées dans la mesure du possible.

- 7.1 Organismes nationaux et internationaux, p. ex., OMS, CDC, ONG, organismes régionaux ou intergouvernementaux
- 7.2 Ministères d'État
- 7.3 Parties prenantes de l'aviation et d'autres secteurs du transport
- 7.4 Entités ou organisations médicales

- 7.5 Autres, p. ex., universités, organismes de formation, organisations d'entreprises commerciales, instituts de recherche, sociétés de medias, etc.

**Détails :**

**Question 8**

Lesquelles des mesures suivantes votre État ou organisation ont-ils mises en œuvre (en faisant explicitement référence à la prévention de la propagation de maladies transmissibles par le transport aérien et à la gestion des effets d'autres événements de santé publique sur le fonctionnement du secteur de l'aviation, p. ex., urgences chimiques, radiation, etc.) ?

- 8.1 Plan national pour l'aviation
- 8.2 Planification des mesures d'exception dans les services de la circulation aérienne
- 8.3 Procédures d'exploitation aérienne à l'intention de l'équipage pour évaluer un cas présumé de maladie transmissible et le signaler aux services de contrôle de la circulation aérienne
- 8.4 Plans d'urgence d'aérodrome
- 8.5 Procédures pour la sécurité du transport de matériel qui pourrait potentiellement avoir un effet sur la santé du personnel travaillant dans le secteur de l'aviation
- 8.6 Formation de parties prenantes clés
- 8.7 Coordination, collaboration, coopération et communication intersectorielles et multisectorielles
- 8.8 Participation à des exercices d'urgences de santé publique
- 8.9 Informations pour promouvoir la santé ou mise en œuvre d'initiatives de prévention destinées aux équipages de l'aviation, p. ex., services de vaccination

**Question 9**

Veillez indiquer les domaines dans lesquels vous souhaiteriez recevoir un soutien de l'OACI et des partenaires du CAPSCA pour améliorer l'établissement de vos plans de préparation et d'intervention en cas d'urgences de santé publique.

**Question 10**

Veillez nous faire part de toute autre observation éventuelle sur la manière dont l'OACI peut faciliter la mise en œuvre effective du Règlement sanitaire international et des SARP relatives à la santé en vue d'améliorer l'établissement de plans de préparation et d'intervention en cas d'urgences de santé publique.

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.

— FIN —